



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir.”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit



avril 2021

Un emblème trompeur



En écho à notre 10/10 du mois, nous reprenons un fragment de Jean-Baptiste Say déjà publié dans la Décade en juin 2015 mais qui continue de résonner en ce printemps 2021. Quelle place doit occuper l'État, quelles libertés sont indispensables à la prospérité ? La nation est-elle un troupeau que doit mener un berger ?

« Dans la vie sociale, par la nature même des choses, l'impulsion ne réside point dans le gouvernement (il serait injuste de lui demander) mais dans la nation. Ce sont les hommes dont elle se compose qui sont chargés de se tirer d'affaire. C'est là qu'est la pensée ; c'est là qu'est l'action qui fait subsister la société. C'est

un emblème trompeur que celui qui représente l'État comme une famille dont le chef de l'administration est le père. Ce sont deux choses entièrement différentes. Dans l'État, les conceptions qui procurent l'entretien du corps social, les capitaux, l'exécution des entreprises se trouvent chez les gouvernés. La nature a créé la supériorité du père sur ses enfants. C'est elle qui a voulu qu'il fût dans leur enfance le plus fort, ensuite le plus expérimenté. Loin de là, dans la société civile, non seulement la force morale, mais la force physique est du côté des gouvernés ; car plusieurs millions d'hommes sont plus forts que quelques centaines seulement qui les gouvernent.

Ce n'est pas un tableau fidèle que celui qui représente les citoyens comme des brebis et ceux qui sont chargés de veiller sur les intérêts communs comme des pasteurs. Un tel langage n'est propre qu'à rabaisser la dignité des hommes à l'importance des brebis. Ces bergeries politiques ne conviennent plus à un siècle parvenu à sa maturité.

Il résulte de cela que si la tâche du gouvernement est plus facile, celle des simples citoyens est plus difficile qu'on ne le pense communément. La prospérité du pays dépend principalement d'eux-mêmes, de la manière dont ils gouvernent leurs affaires privées. »

Discours d'ouverture du cours d'économie industrielle – Novembre 1828

Analyse économique

avril 2021

Inflation, vers l'explosion ?

Alors même que le problème des banquiers centraux sur les dernières années était celui d'une inflation trop faible, voire d'une déflation, l'ampleur des mesures adoptées par les gouvernements et les banques centrales pour répondre à la crise Covid-19 fait craindre le retour de l'inflation sur des niveaux dignes des années soixante-dix.

Qu'est-ce que l'inflation ?

Prise dans son acception la plus courante, l'inflation mesure l'évolution des prix d'un panier de biens et services représentatifs pour le ménage moyen. Si un panier de biens et services donné voit son prix augmenter de 2% sur un an, cela signifie que pour acheter ce qui coûtait 100 euros il y a douze mois, il en faut maintenant 102. C'est pourquoi l'on dit aussi que l'inflation correspond à la perte de pouvoir d'achat de la monnaie. Alors que l'inflation était en moyenne proche de la cible des banques centrales à 2%, elle a été plutôt en dessous sur les dernières années, un peu aux États-Unis, mais de manière plus notable dans la zone euro, où elle était en moyenne d'environ 1%.

Que veulent et que font les banques centrales ?

Les banquiers centraux souhaitent avoir un peu d'inflation, car elle met de l'huile dans les rouages, notamment en permettant des ajustements moins douloureux. Par exemple, si le coût du travail est un peu élevé, quelques années de stabilité conjuguée à de l'inflation cumulée permettent de réduire le coût réel du travail. Il en va de même pour la dette dont le coût finit par être moins lourd aux dépens des créanciers.

Aujourd'hui la cause principale des inquiétudes en matière d'inflation est à trouver du côté de l'action des banques centrales. En rachetant des quantités énormes d'emprunts d'État, elles ont fait bondir la taille des masses monétaires. Si celles-ci augmentent plus vite que la croissance réelle de l'économie, il y a fort à parier que les prix des biens et services vont augmenter.

La politique monétaire actuelle prépare-t-elle une forte hausse de l'inflation ?

C'est la théorie classique : l'adage de Milton Friedman selon lequel l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire nous annonce-t-il une hausse de l'inflation à la mesure de la hausse des masses monétaires : +25% aux États-Unis, +12% dans la zone euro ?

OCDE : croissance sur un an de la masse monétaire M3



Sans doute pas, car il existe entre les agrégats monétaires et l'économie réelle un intermédiaire financier, beaucoup plus développé qu'à l'époque de Milton Friedman, qui complique largement la donne. En effet, entre la monnaie, en tant que telle, et les actifs financiers les moins risqués, il y a une certaine continuité qui rend la relation sans doute moins automatique que par le passé.

Comment identifier le vrai signal de hausse de l'inflation ?

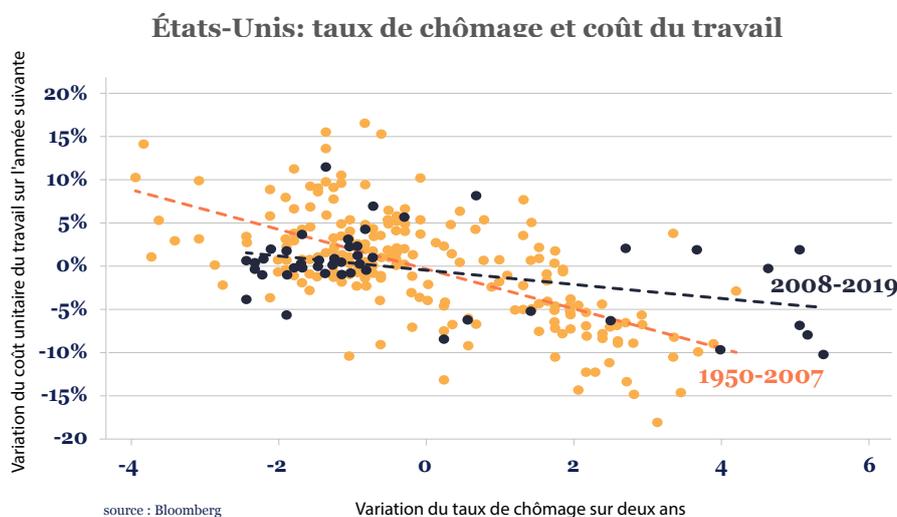
Lorsqu'on regarde l'inflation, il est important de distinguer le signal du bruit. En effet, de nombreuses choses peuvent amener certains prix à s'ajuster à la hausse (hausse des coûts de production, pénurie temporaire, taxes, effets de base) au point de pousser les chiffres d'inflation sur des niveaux élevés. Si leur effet n'est pas durable, ce n'est que du bruit. En revanche, si les pressions inflationnistes commencent à s'auto-entretenir, c'est le signal d'un mouvement plus durable que la banque centrale doit prendre en compte.

Du bruit, il va y en avoir du fait des effets de base liés aux baisses de prix en 2020 dans le contexte des premiers confinements, mais aussi du fait que le retour à un régime d'activité à peu près normal implique des ajustements dans les chaînes de production, dont certaines ont été arrêtées pendant un certain temps, ce qui peut provoquer des pénuries temporaires.

Le signal ne deviendra clair qu'à partir de l'année prochaine.

Le risque de retour d'une inflation forte et durable est-il réel ?

Une inflation du type des années 70 semble pour autant peu probable. Poids plus important des services, absence de contrôle des prix provoquant des ajustements brutaux, moindre indexation des salaires, digitalisation, moindre corrélation entre l'activité et les salaires sont autant de facteurs qui semblent limiter le potentiel de hausse de l'inflation.



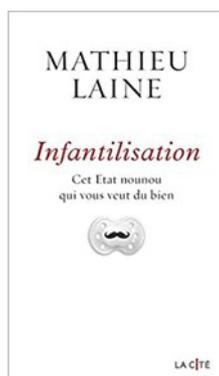
Mais lorsqu'on additionne les mesures prises pour soutenir l'activité aux États-Unis, on ne peut que s'interroger sur le risque d'enclencher une nouvelle période d'accélération des salaires. En effet les salaires seront sans doute la clé. En l'absence de croissance de ceux-ci, une accélération de l'inflation rogne le pouvoir d'achat et donc in fine l'activité. Il faut que les salaires suivent pour que l'inflation devienne pérenne. Réponse dans les (très) prochaines années !

Reçu 10/10

avril 2021

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Mathieu Laine : Infantilisation - Cet État nounou qui nous veut du bien - Presses de la cité



Dans ce bref et percutant essai, Mathieu Laine ne fait pas de la pandémie la cause principale du développement de la bureaucratie, particulièrement spectaculaire depuis plus d'un an. Cette crise nous permet en revanche d'en constater l'étendue et la concentration ! Les phases ubuesques de l'action publique auxquelles nous avons pu assister ou qui nous ont été imposées, comme ces fameuses attestations et autres aberrations, n'ont fait que confirmer la forme d'ascendant que l'État se donne sur le citoyen.

Le mal n'est pas conjoncturel, il est à l'œuvre depuis longtemps et se diffuse dans toutes les activités économiques et sociales. Examiné isolément, chaque renoncement adopté pour notre bien paraît une évidence légitime. Mais si l'on prend de la distance et que l'on voit jusqu'où la bureaucratie s'immisce dans nos vies, un sentiment d'étouffement nous saisit qui peut conduire à la révolte.

Quelle est l'origine de ce phénomène ? Il résulte en premier lieu d'une attente croissante de la population qui exige des pouvoirs publics toujours plus de sécurité, fût-ce au prix d'une contraction des libertés. L'État n'est bien sûr pas sans responsabilité dans le développement de cette attente, notamment en entretenant la peur, l'état de sidération, comme lors des attentats de 2015 ou de la pandémie, trouvant là un prétexte pour instaurer des réglementations exceptionnelles qui durent. S'ajoute un précautionnisme qui n'est pas nouveau : il a vu le jour en 2005, avec l'introduction du principe de précaution dans notre constitution et la promesse illusoire d'un risque zéro. L'individu ainsi pris en charge, désengagé, déresponsabilisé, finalement indifférent, désapprend la liberté. Le risque évidemment est qu'à faire naître des espérances on suscite des déceptions et on provoque le dédagisme.

En second lieu, cette société victimaire, plaintive et geignarde a en face d'elle un État qui croît de façon autonome, en se nourrissant de la complexité, des réglementations et des contrôles. Ceux-ci ont un coût qui s'ajoute à celui de l'inefficacité d'une partie de l'action publique. Cette croissance étatique reflète aussi l'ambition de croissance naturelle de l'homme qui, au sortir des Lumières, veut se déplacer et s'élever au-dessus de sa condition : « Tout homme tend à aller au bout de son pouvoir » écrit Thucydide.

Avec cette apparente bienveillance pour justifier sa croissance, le pouvoir bureaucrate inflige au citoyen de façon imperceptible une diminution continue de ses responsabilités et finit par l'asservir doucement. Mais faire croire qu'on peut institutionnaliser la fraternité, l'amour, la solidarité est une illusion dangereuse !

L'importance des dépenses publiques a pour principe justificatif que l'État et ses agents savent mieux dépenser l'argent que ceux qui l'ont gagné. Le creusement de la dette publique est aussi le témoignage de cette inflation de la sphère étatique, qui, pourtant, semble impuissante à résoudre les problèmes et déploie de nouveaux moyens sur de nouveaux sujets sans réussir sur ceux qu'elle néglige désormais. La pandémie aura ainsi cristallisé les faiblesses structurelles, bien dissimulées sous le « manque de moyens » de l'hôpital public, de l'éducation nationale, des transports publics, des banlieues, de la poste, etc.

Face à cela, écrit Laine, il faut affirmer et défendre le primat de la liberté : la règle doit être conçue pour contenir l'État, pas le citoyen. La prospérité n'est pas contradictoire avec un État aux prérogatives larges, y compris sociales, à condition qu'il soit agile, efficace et n'empiète pas sur les libertés. Pour cela, l'État et ses agents doivent avoir des obligations de résultat et pas seulement des moyens. Mais cela ne figure dans aucun programme politique...

C'est une erreur conceptuelle d'avoir, comme le Ministre de l'Économie lui-même, opposé la vie à l'économie. Car l'économie c'est aussi la vie, comme la culture, l'éducation, le progrès scientifique, l'échange ou toute interaction sociale. L'économie fait partie de la vie. Sacrifier l'économie, par la bureaucratie bienveillante ou par le « quoiqu'il en coûte », c'est très certainement affaiblir la vie.

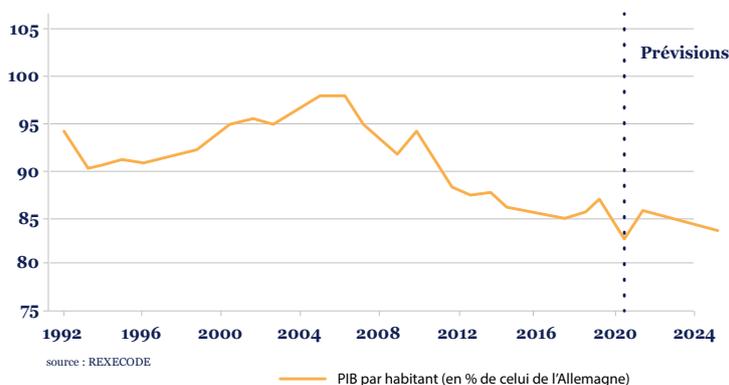
Collé 0/10

avril 2021

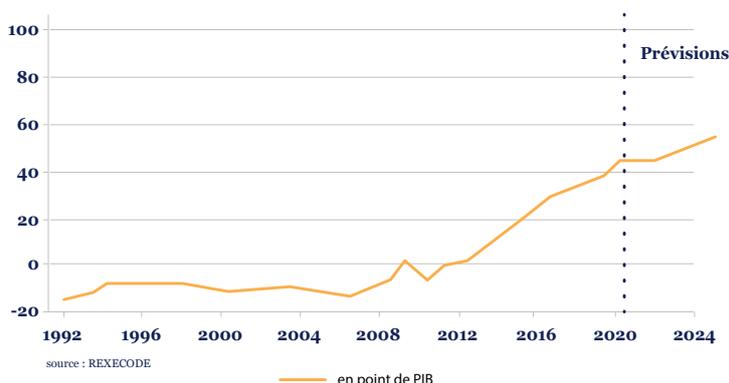
« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

Le décrochage français

La France s'appauvrit depuis trente ans



Écart de dette publique avec l'Allemagne



Nous laissons nos lecteurs méditer ces deux graphiques qui mettent en lumière l'affaiblissement de l'économie française par rapport à notre voisine allemande, qui fait pourtant face aux mêmes enjeux : ralentissement et vieillissement démographique, ralentissement des gains de productivité, concurrence de la Chine.... En outre, l'Allemagne a dû faire face dans la décennie 1990-2000 aux coûts de la réunification, en intégrant 20% de sa population et en la dotant de la même devise.

Le PIB par habitant est l'indicateur le moins imparfait de la prospérité d'une population. L'évolution relative du chiffre français témoigne d'une quasi-stagnation en dépit d'un recours aux déficits -et donc à la dette- de plus en plus importants comparativement à l'Allemagne. C'est dire que nos dépenses publiques ont un impact négatif sur la croissance, contrairement aux idées reçues. Elles entretiennent une consommation disproportionnée par rapport à notre production, qui manque d'heures travaillées et de capacités concurrentielles. Elles construisent notre dépendance à l'égard de nos créanciers et appauvrissent les générations futures.

PS à notre [0/10 du mois de mars 2021](#) :

L'État a finalement renoncé à dé plafonner les recettes publicitaires de Radio France. En raison de la conjoncture publicitaire particulièrement défavorable qui touche les radios privées, mais pas en raison de la concurrence déloyale que le dé plafonnement permettrait au service public. Le gouvernement se réserve donc la possibilité de gaver Radio France, déjà bien nourrie de la redevance, avec les ressources qui devraient être réservées au secteur privé.

Parole d'entrepreneur

avril 2021

Jean-Philippe Molinari – Président du Groupe Louis Tellier



ADN Entrepreneur.

Chez les Molinari, (heureux homonymes de l'économiste [Gustave de Molinari](#) qui vantait l'entreprise) l'entrepreneuriat est une affaire de famille. En 1882, l'arrière-grand-père de Jean-Philippe Molinari se lance dans l'importation de produits alimentaires italiens pour la communauté italienne en France. Une affaire reprise par son grand-père, puis par son père...

Sans même attendre de boucler ses études à l'ISG, le jeune Jean-Philippe perpétue déjà la tradition familiale. Sur les conseils de son père, il crée une première entreprise de négoce de produits aussi variés que le chocolat ou les K7 vidéo à l'attention des troupes françaises basées en Allemagne. Plusieurs autres petites entreprises suivront.

Jean-Philippe Molinari sort du négoce à l'occasion d'une nouvelle création : La Compagnie des Épices, 3^e acteur français des épices derrière Ducros et Amora, qu'il lance en 1992 en s'associant au géant familial italien Cremonini (3,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires).

Fort de ce premier succès, le groupe Cremonini lui propose en 1998 de créer ensemble Cremonini Restauration, une filiale de logistique de restauration dans les trains de nuit entre la France et l'Italie. Basée Gare de Lyon avec une équipe de 40 personnes, la société réalise 10 ans plus tard un chiffre d'affaires de 160 millions d'euros avec 3 000 collaborateurs. Il opère au passage le rachat de la Société des Wagons-Lits au groupe Accor, et la création de la filiale de logistique Avirail avec Geodis. « Une épopée passionnante...dans un environnement social ferroviaire « un peu » particulier ».

Alors que Jean-Philippe Molinari est en recherche de nouveaux horizons, la société de private equity UI-investissement lui propose en 2018 de prendre la présidence du groupe industriel Louis Tellier, fabricant français d'ustensiles de cuisine professionnels. Le groupe rassemble 3 sociétés : Louis Tellier, inventeur du moulin à légumes, Gobel, dernière société française à fabriquer les moules de pâtisserie, et Bron Coucke, inventeur de la mandoline, pour un CA de plus de 20 millions d'euros dont 40 % à l'export.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Mon héritage familial a évidemment pesé dans mes choix.
Je suis très attaché à l'esprit de liberté et d'indépendance qui caractérise l'entrepreneur.
Même associé, parfois avec un grand groupe tel que Cremonini avec qui j'ai collaboré pendant près de 20 ans, j'ai toujours joui d'une très grande autonomie.
J'ai toujours travaillé avec beaucoup de liberté.

C'est une composante fondamentale de mon activité. Et aujourd'hui, je jouis de la même liberté et de la même autonomie avec le fonds UI-investissement pour lequel je développe le groupe que je dirige.

Liberté et autonomie sont des conditions indispensables pour tout entrepreneur, finalement.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Le chef d'entreprise n'est pas seul à entreprendre. J'ai géré toutes les tailles de sociétés, jusqu'à des ETI de taille importante. J'ai toujours eu dans mon Codir des collaborateurs qui étaient de vrais entrepreneurs, des salariés, mais avec un esprit d'entreprise.

Le chef d'entreprise est le chef d'orchestre, le coordinateur, mais l'esprit d'entreprise existe ailleurs dans l'entreprise. Forcément.

Le chef d'entreprise a besoin de s'appuyer sur des relais dotés d'autonomie. Quand vous avez une filiale à l'autre bout du monde, si vous ne pouvez pas vous appuyer sur un collaborateur qui soit un véritable entrepreneur, vous diminuez singulièrement vos chances de succès. Cremonini l'avait bien compris.

Le chef d'entreprise, lui, doit insuffler et partager une politique, une direction, une stratégie.

La vraie différence entre un chef d'entreprise et ses managers tient finalement au niveau de risque, financier et social, qu'on leur permet ou non d'assumer.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

En économie, on la mesure à l'aune de la réussite économique de l'entreprise. C'est assez facile, on mesure la progression de son EBITDA, de son cash, sur la base d'indicateurs assez basiques.

Mais pour arriver à ces résultats financiers qui sont des marqueurs forts, il faut avant tout mobiliser les équipes et d'une manière générale, les ressources humaines dont on dispose. On ne peut pas créer de valeur si on ne partage pas l'envie d'entreprendre avec ses collaborateurs, si on ne les mobilise pas sur un projet commun.

Un homme seul dans une entreprise ne vaut pas grand-chose.

Pour créer de la valeur, il faut fédérer toutes les énergies. De l'opérateur machine à la responsable paye. Chacun à un rôle et une contribution.

Mon rôle en tant que chef d'entreprise est de créer un environnement agréable et plaisant pour permettre à chacun de s'épanouir en s'investissant dans son travail. Indirectement l'entreprise en récolte les fruits.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

a/ Tout faire pour aider les entreprises à être plus agiles, à développer leur capacité d'adaptation à des marchés en constante mutation, au raccourcissement des cycles, à une compétition accrue, aux bouleversements des modèles.

Cela veut dire par exemple :

- Augmenter la visibilité fiscale, car il n'y a rien de pire que des règles fiscales qui changent, alors que l'on doit faire des choix d'investissement longs.
- Simplifier la mise en œuvre des aides à la recherche et développement et diminuer le risque fiscal inhérent à ces dispositifs, encore trop compliqués pour les sociétés les plus petites.
- Aider les entreprises à se transformer, même dans des secteurs aussi traditionnels que le nôtre, il est toujours possible d'innover, de faire les choses ou de présenter les produits différemment, de prendre des risques.

b/ J'aimerais pouvoir dire : rendre le monde du travail plus flexible, plus fluide. Mais y sommes-nous prêts en France ? Je crois que ça n'est pas dans notre culture. Le modèle anglo-saxon dans lequel on met son bureau « in a box » et on change de job « overnight » ne fait pas partie de notre histoire...

c/ Mettre fin au paradoxe réglementaire entre l'exigence à laquelle sont soumis les produits français et le régime très particulier dont bénéficient les produits d'importation. Il faut bien sûr des règles qui protègent les consommateurs, l'environnement, ou les salariés. Mais il faut que les mêmes règles s'appliquent à tous de la même manière pour préserver une concurrence saine et loyale.

avril 2021

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

